



**PRÉFET  
DES VOSGES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 02/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**FRAMATEC**

192 rue de la papeterie  
88000 Dinozé

Références : S-24-105RP  
Code AIOT : 0006202398

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2024 dans l'établissement FRAMATEC implanté ZI n° 4 La Grande Fin Nord 88700 Rambervillers. L'inspection a été annoncée le 17/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FRAMATEC
- ZI n° 4 La Grande Fin Nord 88700 Rambervillers
- Code AIOT : 0006202398
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est constituée d'un atelier de traitement de surface par grenailage, sablage, laquage etc...

**Thèmes de l'inspection :**

- impact de l'activité de la qualité de l'air ;
- Cessation d'activité partielle

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration cessation d'activité	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R. 512-74, 512-39-1 et 512-75-1	Sans objet
2	Analyse des quantités de concentration de poussières	Arrêté Préfectoral du 16/02/1996, article 1.3.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le rapport établi en février 2021 faisait état de deux observations. La visite de suivi des échéances du 15 janvier 2024 a permis de constater que l'exploitant a apporté les éléments de réponse aux observations relevées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déclaration cessation d'activité

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 26/01/2017, article R. 512-74, 512-39-1 et 512-75-1

**Thème(s) :** Situation administrative, Cessation d'activité

#### Prescription contrôlée :

Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation, l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.

Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à [l'article R. 512-75-1](#), l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. » « II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à [l'article R. 512-75-1](#), des terrains concernés du site.

La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à [l'article L. 511-1](#) et, le cas échéant, à [l'article L. 211-1](#), lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à [l'article R. 511-9](#) sur une ou plusieurs parties d'un même site.

La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :

1° La mise à l'arrêt définitif ;

2° La mise en sécurité ;

3° Si nécessaire, la détermination « du ou des usages futurs » selon les modalités prévues [aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1](#) ;

#### Constats :

##### Concernant l'article R.512-74 :

L'entreprise Framatec ex MPLS était autorisée pour l'activité de revêtement par pulvérisation de métal fondu, rubrique 256., Cette activité a cessé le 04 juin 2013.

Lors du contrôle du 02 février 2021, la société n'avait pas apporté d'éléments justifiant d'une éventuelle reprise de son activité de métallisation par métal fondu.

##### Concernant l'article 512-39-1 :

L'inspection avait demandé à la société FRAMATEC de transmettre à Monsieur le Préfet des Vosges, les mesures prévues aux articles R. 512-39-1 et suivants du Code de l'Environnement pour la cessation de son activité de revêtement par pulvérisation de métal fondu, activité soumise au régime de l'autorisation.

Par courrier du 23 septembre 2021 la société FRAMATEC a transmis à la DREAL GRAND EST une notification de cessation d'activité pour la rubrique 2567 (revêtement par pulvérisation de métal fondu).

##### Concernant l'article 512-75-1 :

Lors de la visite du 15 janvier 2024, l'inspection a constaté la cessation d'activité pour la rubrique 2567, aucun stock de matière et aucun matériel de pulvérisation de métal fondu n'est présent sur le site.

<p>L'inspection considère que la mise à l'arrêt définitif ainsi que la mise en sécurité de l'installation (rubrique 2567) ont été réalisés.</p> <p>Suite aux évolutions et modifications de la nomenclature des installations classées et à l'arrêt de l'activité de revêtement par pulvérisation de métal fondu, la société FRAMATEC se trouve désormais placée sous le régime de l'Enregistrement pour son site de RAMBERVILLERS.</p> <p>A noter que l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 février 1996 est toujours en vigueur et l'exploitant est également soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatifs aux installations soumises à Enregistrement pour la rubrique 2940.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Analyse des quantités de concentration de poussières

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/1996, article 1.3.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'inspecteur des installations classées pourra demander que des analyses des quantités et concentration de poussières émises soient effectuées par un organisme agréé ou qualifié.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le jour de la visite d'inspection les rapports des contrôles des rejets de poussières de toutes les installations.</p> <p>Ces rapports font état d'aucun dépassement des VLE (Valeurs limites d'émissions).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>